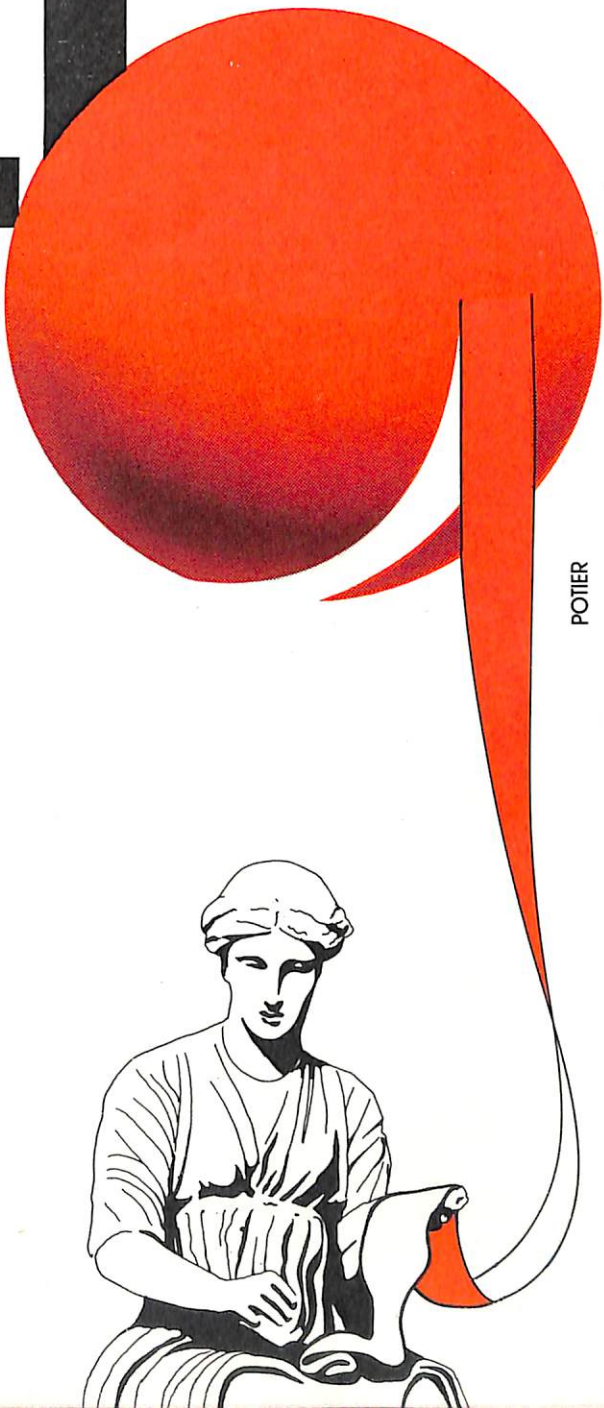
CAHIERS DE CLIO

PÉRIODIQUE TRIMESTRIEL

87/88
AUTOMNE / HIVER
1986 1986



POTIER

Extr. de CAHIER DE CLIO n°87/88 (automne-hiver 1986)

ENSEIGNER AU NIGER

Les Européens sont à ce point imbus de leur supériorité qu'ils ne doutent pas un seul instant que leur pédagogie peut être exportée telle quelle, dans n'importe quelle culture et *a fortiori* dans les pays qu'ils appellent sous-développés. De là, ce ton condescendant, ce paternalisme d'un autre âge, ce tutoiement "qui remet ces gens-là à leur place" et les mille et une gaffes psychologiques qui, dès le départ, faussent les rapports entre Noirs et Blancs, que ce soit au nord de la Méditerranée ou au sud du Sahara. Heureusement, il y a des exceptions. Toute coopération n'est pas vouée à l'échec. Mais quelle que soit la recette, elle doit avoir pour ingrédients une infinie patience et le sens de la réciprocité.

Au Niger, la patience s'appelle d'abord endurance. Il en faut par 35° à l'ombre pour faire cours parfois quatre heures durant, dans des classes sans conditionnement d'air ni ventilateur. Dans le sable fin qui s'accumule entre deux bâtiments du campus, les roues des guimbardes de service enfoncent parfois si profondément que le professeur maladroit doit faire appel aux étudiants pour le dépanner.

Comme dans tant de pays voisins, le gouvernement est aux mains d'un président hissé au pouvoir à la suite d'un coup d'Etat militaire. Les forces armées, dont les camps quadrillent la capitale, sont les enfants chéris du régime. Les contrôles sont vigilants sur les routes et pas seulement à l'aéroport. Non sans raison d'ailleurs : il s'agit de dissuader les interventions de voisins belliqueux; le Tchad l'a appris à ses dépens. Une fermeté aussi musclée s'exerce à l'égard d'éventuels opposants ou d'étudiants qui seraient trop revendicatifs. Les étrangers ont compris qu'il vaut mieux ne pas s'immiscer dans les affaires intérieures du pays hôte et aucune conversation n'aborde la politique intérieure. L'information ne circule guère : les postes de télévision retransmettent des video-cassettes; un seul quotidien, *Le Sahel* diffuse les communiqués officiels et une information édifiante. Voici, par exemple, le compte rendu d'un concours artistique voué à la "responsabilisation" : "le C.E.G. (Collège d'Enseignement général) VIII quant à lui, s'est produit en théâtre. Une pièce en cinq tableaux qui s'intitule *In da na sani* (si je savais), met en cause un père de famille nombreuse, âgé d'une soixantaine d'années. Planton de son état, il est victime de l'alcoolisme et de l'irresponsabilité au niveau de la famille. Mis à la retraite à sa grande surprise, il tente une réconciliation avec ses trois épouses et ses deux enfants. La compréhension aidant, un camarade de bonne volonté lui propose un terrain de culture de contre-saison (c'est-à-dire en dehors de la saison des pluies). Il se reconvertit au travail de la terre et pratique la religion avec ferveur" (*Le Sahel*, 17 février 1986, p. 2).

Les rares librairies de la capitale sont moins bien fournies qu'un kiosque de la gare des Guillemins à Liège (Belgique). Ces carences entretiennent une véritable avidité à l'égard des livres et de la presse étrangère. Le centre culturel équipé par la France ne désemplit pas. Il en faudrait davantage pour répondre aux besoins profonds : alphabétiser les adultes, scolariser les jeunes, qualifier la main-d'oeuvre.

Sur place, on mesure l'immensité de la tâche et le caractère dérisoire des moyens disponibles dans un pays pauvre. Si pauvre que ce que nous appelons ici des crises ou des problèmes, là-bas fait figure de calamité. Qui peut empêcher l'avance des sables du désert ? Qui peut étendre rizières et cultures de "contre-saison" au-delà des alluvions riveraines du fleuve ? Qui peut empêcher de couper les maigres arbustes quand il n'y a rien d'autre pour cuire les aliments ? Qui peut faire vivre le boutiquier ou l'artisan quand il n'y a pas de clientèle solvable ? Qui peut interdire aux Touaregs dont les troupeaux sont décimés par la sécheresse, aux paysans en surnombre, d'affluer à Niamey où il n'y a guère d'autres ressources que le secteur public ?

Au milieu de la détresse générale l'Université fait figure d'oasis porteuse d'espérance : elle fonctionne, les programmes se traduisent dans les faits. Sans doute les étudiants sont-ils conscients de ce fragile privilège. Quasiment tous sont boursiers, logés et nourris à la Cité universitaire. Ils savent que pendant quelques années encore on aura besoin de jeunes professeurs, surtout dans les petites villes dont ils sont pour la plupart originaires. Pas de diplôme, pas d'emploi et l'on est dans un pays qui n'indemnise pas ses chômeurs. Les voilà donc énergiquement "motivés".

Au professeur de passage que j'étais, ils n'ont jamais donné l'impression d'être blasés ou simplement mornes. Ils saisissent au vol l'allusion, réagissent, questionnent. Pas de graffiti, pas de vols non plus au préjudice de deux bibliothèques de classe. Le rangement et le prêt des atlas, dictionnaires et manuels (ceux-ci disponibles en plusieurs exemplaires et tous récents) est confié à des étudiants. Un coup d'oeil sur les bulletins d'emprunt m'a montré que la plupart des élèves (et pas seulement quelques "mordus") utilisent les ressources de leur unités documentaires et ce pendant toute l'année (et pas seulement la veille de l'examen). Plus appliqués qu'ici : cela se voit à leur manière de prendre force notes. Plus travailleurs ? C'est impossible à mesurer et, par ailleurs, les distractions sont moins nombreuses.

Les centres d'intérêt sont différents. Dès la première séance, j'ai compris que mes leçons sur l'industrialisation, - pourtant préparées de longue main, - n'éveilleraient guère d'échos; il a fallu me rabattre sur un recueil de textes qui, par bonheur, traitaient de l'agriculture traditionnelle. Beaucoup d'Africains, en effet, sont critiques à l'égard d'une greffe économique qui ne "prend" pas. Les échecs sont cuisants et les réussites resserrent leurs liens de dépendance à l'égard du marché mondial. Au Niger, la seule grande entreprise, - les mines d'uranium d'Arlit, en plein massif désertique de l'Aïr, - sont comme une enclave annonciatrice d'un fabuleux XXIe siècle, mais ignorée des pasteurs nomades en proie à la misère.

Comment rêver du meilleur des mondes quand un besoin aussi primordial que manger n'est pas satisfait ? Dix années de sécheresse et de disettes sont encore dans toutes les mémoires. Rien d'étonnant à ce que les famines, le prix des céréales, les techniques agraires, les régimes alimentaires suscitent plus d'intérêt que la *mule-jenny* ou le rail !

Même curiosité pour l'économie contemporaine. En ce domaine, c'est le cours de géographie qui fournit des connaissances à la fois étoffées et bien tenues à jour. On ne voit pas ce qui empêcherait nos historiens d'occuper ce créneau. En Belgique, l'enseignement secondaire et la plupart des programmes universitaires maintiennent les élèves dans une ignorance encyclopédique de tout ce qui touche à la production et à la consommation, sans même parler de la monnaie et du crédit... Il m'a fallu répondre à des questions sur la propagande malthusienne ou sur le Fonds monétaire international. J'ai assisté à des leçons sur la genèse du sous-développement ou sur l'incidence des cours des matières premières sur les échanges internationaux que certains économètres en chambre se gardent bien d'aborder. On mesure alors les contrastes. En Europe, des spécialistes, éminents certes, mais qui se réfugient dans l'abstraction de leurs modèles intemporels ou dans l'archéologie des doctrines héritées d'un XIXe siècle révolu; en Afrique, une nouvelle génération encore inexperte mais qui réclame les explications globales qui, seules, rendent intelligible un retard économique dont tout le monde souffre. Au lecteur de juger laquelle des deux attitudes est la plus compatible avec les démarches de l'historien. Pour ma part, entre une Histoire "pure", sorte de gymnastique académique, et une Histoire brûlante parce qu'elle accepte d'être interpellée par l'actualité, j'ai fini par choisir et chaque voyage hors d'Europe confirme ma tardive conversion.

Un domaine voisin, celui de la pédagogie, se ressent aussi des ravages des théoriciens et des experts obnubilés par une excessive spécialisation.

Comme le rappelait naguère F. Vercauteren "aucune méthodologie ne vous dispense de connaître à fond la matière de dix leçons afin d'en enseigner correctement une seule". Cela exige des professeurs bien davantage qu'une agrégation acquise une fois pour toutes : un effort permanent. Pour laisser à la fin de chaque cours une trace concluante, il faut s'astreindre à un plan logique et clair. Avant de distribuer sur chaque banc des dossiers documentaires, le professeur doit s'assurer qu'ils ne font pas double emploi avec les manuels; plus positivement, il faut les étoffer par des livres récents, s'abonner (à ses frais, bien entendu) à des revues, recueillir des comptes rendus critiques et des coupures de presse... Dans un pays où le français n'est la langue maternelle de personne, avant de faire commenter un discours de Jaurès, il faut s'assurer, par des questions incessantes, que chaque mot abstrait est bien compris. A de futurs professeurs qui enseigneront dans le C.E.G. d'une petite ville, démunie de bibliothèque, il faut apprendre à construire un graphique, à esquisser au tableau le tracé d'une frontière contestée.

Un des secrets de la réussite c'est l'interpénétration des enseignements d'histoire et de géographie. S'orienter dans l'Espace est aussi nécessaire que se situer dans le Temps. On souhaiterait que nos

historiens connaissent la géographie de l'Europe aussi bien que leurs camarades de Niamey connaissent celle de l'Afrique, ce qui leur est d'ailleurs indispensable pour comprendre les explorations, les partages coloniaux, les rapports de forces contemporains.

Sur le papier, une telle complémentarité va de soi; sur le terrain, elle suppose la bonne entente entre les coopérants chargés de deux cours. J'ai eu la chance d'avoir affaire à des professeurs qui croyaient à leur métier et qui bénéficiaient de nombreuses années d'expérience d'une Afrique dont le dénuement ne leur a jamais paru un prétexte suffisant pour laisser tomber les bras. Encore faut-il une forte dose de discipline personnelle, de débrouillardise quotidienne et d'organisation à long terme. En février 1986, on rassemble déjà les textes et l'iconographie qui serviront en 1987.

Peut-être me suis-je laissé gagner par cette fièvre d'action ? Les coopérants sont pourtant conscients des critiques dont toute aide au Tiers-Monde est la cible.

Coopérer, n'est-ce pas devenir complice de régimes dont les dépenses militaires dépassent celles qui suffiraient à nourrir les affamés ? N'est-ce pas croire au mirage des lendemains qui chantent auxquels une certaine rhétorique africaine accorde plus d'importance qu'à la triste réalité présente ? N'est-il pas vain de ramer à contre-courant dans un monde qui rejette comme contraire à ses traditions culturelles l'émancipation des femmes, la limitation des naissances, l'ouverture aux autres religions et qui, peut-être, espère en silence le départ de tous les étrangers qu'ils soient Chinois, Français, Libanais ou Américains ? Les jardins qui se dessèchent faute d'irrigation et le sable qui recouvre de jeunes plantations, témoignent à leur manière de la vanité des efforts humains. Le triomphe d'une Nature inexorable est un spectacle quotidien et la leçon de fatalisme qui s'en dégage écrase notre pédagogie au service de cette chère idéologie du progrès qui sous-tend tout notre enseignement.

Impossible d'éluder de telles objections. Mais, pour un historien, ce serait un suicide que de se laisser paralyser par elles. La modeste tribune qu'occupent les coopérants européens serait vite occupée par d'autres, qui ne s'embarrasseraient ni de critique historique ni d'exigences logiques. Ils sont d'ailleurs déjà à l'oeuvre, les missionnaires des nouveaux intégrismes, les sergents-recruteurs qui embrigadent en prévision de la troisième guerre mondiale.

Il faut donc maintenir les projets éducatifs à côté de ceux dont s'occupent depuis longtemps les Belges : dépistage des maladies, cultures vivrières, puits et captages. Est-ce à dire que la coopération est définitivement rodée et mise au point ? Au terme d'un trop bref séjour, on a scrupule à répondre; on voudrait l'avis de Nigériens qui accepteraient de se départir de trop de courtoisie ou de trop de stéréotypes.

Risquons toutefois deux souhaits.

Abandonner d'abord les allures souveraines du magister omniscient. L'expérience de l'option histoire-géographie-français à la Faculté de Pédagogie de Niamey montre que la simplicité et la droiture sont

payantes. On ne se diminue pas en montrant que l'histoire ressemble davantage à un champ de fouilles qu'à un hall d'exposition; on captive son auditoire en lui expliquant pourquoi l'Europe, qui elle aussi a souffert de la famine, continue à se déchirer en rivalités tribales. Triomphalisme et dénigrement n'ont rien à voir avec la soif de vérité.

Faire en sorte que la coopération ne reste pas à sens unique. Le botaniste, le géologue, le climatologue ne sont pas les seuls à moissonner des expériences sur les champs d'investigation que leur offre l'Afrique. L'historien aussi a tout intérêt à y élargir ses horizons; traditions orales, chocs des cultures, sociétés au moins aussi complexes que les nôtres en raison de leur bigarrure ethnique. Je ne suis pas sûr que mes quelques heures de cours laisseront le moindre écho. Par contre, je ne suis pas près d'oublier ce que m'expliqua un historien nigérien à propos de l'institution des conseils de notables dans les monarchies d'avant la conquête coloniale. Il est vrai que c'était au cours d'un barbecue chez des amis, tard le soir, loin de la classe, cette institution qui nous paraît si indispensable à tout enseignement que nous l'avons exportée dans le monde.

Etienne HELIN,
Professeur à l'Université de Liège